

Frustration : « Former un camp majoritaire contre les classes dominantes »

Ballast

23 février 2018

Entretien inédit pour le site de Ballast | rubrique Relier

La revue Frustration, créée en 2013, campe dans les kiosques de France depuis son neuvième numéro. À l'origine ? Quelques amis bénévoles, « un même dégoût du capitalisme » et « une lassitude envers les formes convenues de la critique sociale ». Tiré à 10 000 exemplaires, le trimestriel refuse l'« intellectualisation à outrance » de la gauche radicale et son « jargon militant », tonne contre « la macronie » et son leader — « le pire représentant du peuple » — et aspire à écrire « au plus près des expériences vécues ».



Vous vous revendiquez « du vrai journalisme citoyen ». Ce qui appelle deux questions : qu'est-ce que le « faux » journalisme, et que dit le mot, désormais très consensuel, de « citoyen » ?



C'est vrai que « citoyen » est un terme presque aussi galvaudé que « humaniste » ou « démocrate ». Mais l'usage de ce terme est une façon pour nous d'insister sur le fait que nous avons pour objectif de favoriser l'expression de points de vue et d'analyses à la portée de tou.te.s — et le moins verticalement possible. Nous opposons le « citoyen » à l'« expert » ou au « penseur » : deux catégories d'auteurs souvent mobilisées dans le champ de la diffusion des idées. Les personnes qui écrivent à *Frustration* ne se sentent ni expertes de leurs sujets, ni plus intelligentes que leurs lecteurs. Elles ont simplement réservé des heures de leur temps libre pour se pencher sur un sujet à des fins politiques, et ont conçu une démonstration claire, documentée, avec des conclusions morales et critiques. La dimension « citoyenne » est donc aussi liée à l'objectif critique de *Frustration* : on n'écrit pas pour le plaisir d'écrire et de « diffuser des idées », mais bien dans un but politique explicite d'agitation sociale et de dénonciation de l'ordre capitaliste.

« Nous pratiquons du journalisme d'opinion décomplexé, pas partisan mais politisé. »

Cela passe par un certain type de journalisme, qui ne fait pas semblant d'être ce qu'il ne peut pas être, c'est à dire « neutre » — comme le prétendent une bonne partie des journalistes français. Nous pratiquons du journalisme d'opinion décomplexé, pas partisan mais politisé. Le « faux journalisme », ce serait donc la pratique qui consiste à faire croire et se faire croire qu'on se contente de « décrire » le réel, de « traiter l'actualité » et de faire du « décryptage et de l'analyse ». En procédant ainsi, en pensant que, par magie, le fait de vouloir être neutre va vous rendre neutre, vous produisez des contenus politisés et situés, mais qui s'ignorent. Les exemples de ce journalisme-là sont très nombreux : du reportage de JT, qui s'interroge en deux minutes sur l'opportunité de la « baisse des *charges* sociales » (en reprenant sans souci ce terme patronal forgé pour dénigrer les *cotisations* sociales) aux « décodeurs » du *Monde*, qui veulent caractériser en termes de « vrai » ou « faux » des débats aussi politiques et socialement déterminés que les effets d'une réforme fiscale ou le programme d'un candidat à la présidentielle (en termes de « réaliste » ou « irréaliste »). Le journalisme de *Frustration* n'est pas celui-là. Sans doute, l'expression « vrai journalisme » est un peu promotionnelle : on devrait plutôt dire « journalisme honnête ».

« La compétence politique, ça n'existe pas », avancez-vous. Comment faire entendre l'idée, a priori contre-intuitive, que tout un chacun vaut mieux que tous les « experts » en place ?

Attention : nous ne prétendons pas que, sur tous les sujets, tout un chacun vaut mieux que celles et ceux qui possèdent des connaissances, et ont donc une pertinence et une acuité justifiées par le recueil d'informations et le temps de réflexion. Nous disons cela au sujet de la politique, le lieu où se discute ce qui est juste ou injuste dans la configuration d'une société. Nos élites politiques et économiques ont beaucoup mis en avant, ces trente dernières années, l'incompétence du peuple à savoir ce qui était bon pour lui, pour justifier leurs réformes. D'où leur enthousiasme à considérer qu'une « bonne réforme » est une réforme impopulaire, car elle seule serait en mesure de saisir son impérieuse nécessité pour le bien commun (que l'on reconnaît selon elle au fait de « générer de la croissance » ou de « créer de l'emploi »). Cette incompétence tiendrait aux grands défauts de la population française : elle serait inculte, « nulle en économie » — comme le répètent souvent les cadres du MEDEF — et repliée sur elle-même, nationaliste et xénophobe. Nos élites se targuent, quant à elles, de posséder une légitimité intellectuelle et technique forte, parce qu'elles ont passé cinq ans de leur vie à récupérer des cartes de visite et chanter « Les lacs du Connemara » à HEC, ou qu'elles ont assisté à des tas de conférences passionnantes à Sciences Po. En plus, elles voyagent : New York, Berlin, Madrid leur sont familières ; elles y ont des « amis de longue date » et y visitent des expos d'art contemporain. Pour toutes ces raisons, elles sont « ouvertes sur le monde », contrairement aux ouvriers français qui refusent de considérer les bienfaits du libre-échange.



Comité HEC Lausanne, 2014 (DR)

On se souvient du [référendum de 2005](#), où ce discours de la compétence technique et morale des élites a atteint son apogée. Le « Non » des Français a été expliqué par les intellectuels, éditorialistes et politiques, de deux façons : un vote de « gauche radicale » incapable de saisir l'intérêt économique du renforcement de l'intégration européenne et l'impérieuse nécessité du libre-échange, et un vote Front national de la France ouvrière



devenue réactionnaire, qui craint le [plombier polonais](#). Dernièrement, l'incompétence populaire a été l'explication favorite pour expliquer le Brexit. Vexé d'un résultat qui allait à l'encontre du sens de l'Histoire que les néolibéraux de son espèce croyaient avoir enclenché depuis des décennies, [Alain Minc](#) avait ainsi déclaré : « *Le Brexit, c'est la victoire des gens peu formés sur les gens éduqués.* » Après tout, « Hitler n'est-il pas arrivé au pouvoir démocratiquement ? », ajoutent les partisans de l'aristocratie technicienne qu'est l'Union européenne. C'est ce perpétuel procès en incompétence qui a jeté le discrédit sur le principe du référendum : mieux vaut élire des représentants de la bourgeoisie qui vont prendre les « bonnes décisions » que de faire confiance à une population peu diplômée et aux pulsions forcément racistes. *Frustration* s'inscrit en faux contre cette vision. D'abord en [dégommant](#) un à un les arguments en faveur de la supériorité morale et intellectuelle de nos « élites », ensuite en rappelant que leur « grandeur d'âme » coïncide souvent avec leurs intérêts. Tiens, les diplômés et les cadres sont ceux qui votent le plus souvent en faveur de l'extension des prérogatives de l'Union européenne telle qu'on la connaît : appétit insatiable pour l'amitié entre les peuples, ou goût pour un modèle économique qui favorise leurs intérêts ?

« *Les riches ont un visage, ils ne règnent pas sur nos vies depuis une mystérieuse échelle internationale qui les rendrait intouchables.* »

Si l'on considère la politique comme le lieu d'un conflit d'intérêts, où la conception du Juste, du Bien ou de l'Efficacité est largement corrélée à la position sociale, alors il n'y a aucune « compétence » en jeu dans cette arène-là. Mais des intérêts discordants, très discordants, dans le capitalisme. Le problème, c'est que cela fonctionne : beaucoup continuent de penser que la politique n'est pas pour eux, qu'il faut laisser ça aux « gens compétents » — la boucle de la dépossession est bouclée. Nous voulons contribuer à décomplexer la population ; cela passe très concrètement par deux choses qui sont essentielles à l'écriture de *Frustration* : dé-techniciser les sujets, en mettant à jour le conflit de valeurs et d'intérêts qui se joue autour d'une question présentée à tort par les dominants comme purement technique ; décomplexer le lecteur face à sa propre inculture en montrant que non, le monde n'est pas « de plus en plus complexe » et que sa configuration peut donc bien faire l'objet d'une délibération démocratique.

Votre tout premier numéro titrait *Pourquoi il faut détester les riches* : formule provocatrice que vous avez récemment reprise dans votre communication Internet. Est-ce une manière d'incarner la critique systémique — souvent abstraite — généralement portée par la gauche radicale intellectuelle ?

Oui, on n'est pas les premiers à dire que le terrain de la lutte des classes a été abandonné ou ringardisé dans les années 1990-2000. Avec la crise financière et la remontée en flèche des inégalités sociales, ce thème est heureusement revenu au premier plan, mais avec une importante dérive, selon nous : il était traité de façon trop théorique, trop désincarnée. « Les classes dominantes », « les classes supérieures » et « la finance internationale ». À la fin, on se retrouve avec un candidat socialiste aux présidentielles qui parle de cette finance qui « *n'a pas de visage* » mais qui, pourtant, gouverne. Hollande était bien placé pour savoir qu'elle en avait un, de visage, comme celui de son secrétaire général adjoint Emmanuel Macron. Mais il s'agissait de surfer sur la vague de la lutte des classes sans l'incarner ni identifier des responsables. En disant qu'il faut « *détester les riches* », nous voulions parler d'eux comme des adversaires identifiés et incarnés. Ils ont un visage, ils ne règnent pas sur nos vies depuis une mystérieuse échelle internationale qui les rendrait intouchables. Ils sont là, dans nos villes et en particulier notre capitale, avec leurs clubs, leurs restaurants, leurs hôtels particuliers et leurs chauffeurs. Ils font des choix, soutiennent des candidats, tentent d'orienter les lois en leur faveur. Ce sont des gens de chair et d'os, pas des « marchés » générés par d'implacables lois immuables de l'économie, ni un petit groupe de dix comploteurs qui se réunissent dans l'ombre pour décider de notre destin.



Emmanuel Macron et Pierre Gattaz (Reuters)

À l'époque où nous avons sorti notre numéro intitulé *Pourquoi il faut détester les riches*, le discours des Soral et Zemmour battait son plein sur Internet — et celui de l'extrême droite et de la droite en général. Ces discours disent tous « Votre ennemi, c'est l'étranger, ou bien les féministes, ou bien le lobby LGBT qui vous dévirilise, ou votre voisin qui vit grassement avec les APL. » Dans ce numéro introductif, nous avons voulu affirmer une analyse de gauche décomplexée qui nie ces faux antagonismes et qui redirige la frustration et la colère, que nombre de gens ressentent sincèrement, vers



ceux qui sont responsables de l'état actuel de la société : pas les profs trop laxistes, ni les créateurs de jeux vidéo violents ou les syndicalistes trop « archaïques » ; mais les riches, ce groupe qui se divise en strates successives entre les 10 % et les 0,1 % les plus fortunés, dont les membres ont pour point commun de maîtriser notre économie par les ressources (financières, professionnelles et symboliques) qu'ils monopolisent, et qui parviennent toujours à faire triompher en politique une vision de la réalité à leur avantage. Enfin, il s'agissait, et il s'agit toujours, de prendre le total contrepied du discours qui fait des riches des sauveurs de l'humanité, des gens méritants qui ont « pris des risques » et qui méritent pour cela qu'on les aime et qu'on se plie en quatre pour eux. Or, les riches détruisent la planète et entretiennent un système économique violent et injuste. Ils ne sont pas méritants, l'immense majorité d'entre eux a tout eu : c'est le principe de leur éducation que d'éliminer toute possibilité de déclassement social de leur progéniture. Ils n'ont pris aucun risque, si ce n'est de décider où investir l'argent dont ils héritent et qu'ils ont obtenu grâce au travail des autres. Celles et ceux qui prennent des risques dans ce pays, ce sont les ouvriers du bâtiment qui meurent encore d'une chute mortelle depuis des toits ou des échafaudages, ce sont les aides-soignantes dans les EHPAD qui travaillent en sous-effectifs permanents, ce sont les livreuses et livreurs à vélo qui slaloment entre les voitures pour que des petits bourgeois puissent recevoir leur plat japonais à déguster devant « Quotidien ». Nous disions dans ce numéro « *détester les riches, c'est aimer l'humanité* », car leur présence et leur pouvoir sont le dénominateur commun qui nous lie entre gens qui ne vivons pas au même endroit, ne parlons pas la même langue, ne faisons pas le même travail.

Depuis février 2017, on vous trouve en kiosque, en quelque 10 000 exemplaires. Quels sont les bienfaits d'une existence sur papier, à l'ère du fameux « numérique » ?

« Vous pouvez ne jamais avoir entendu parler du concept de lutte des classes ou de Pierre Bourdieu pour lire Frustration. »

D'abord, l'objet revue papier nous a permis de trouver une organisation de travail qui fonctionne pour des gens bénévoles : tous les trois mois nous avons un numéro à sortir. Il faut y parvenir coûte que coûte, ça oblige à une discipline que les sites Web et blogs qu'on alimente au fil de nos idées et de nos disponibilités ne requiert pas. Ce n'est pas pour autant qu'on a pris le parti du papier contre le Web, car notre site offre gratuitement la majeure partie de nos articles, notre [page Facebook](#) est active, on y commente l'actualité et on s'y énerve (souvent), et nous avons même un compte [Twitter](#). Mais le cœur de notre travail, ce sont nos articles. Et si maintenant les formats



varient, au départ ils étaient souvent longs, parce qu'à vocation très pédagogique. Puisque notre politique vise à proposer des articles dont la lecture ne nécessite aucun prérequis (vous pouvez ne jamais avoir entendu parler du concept de lutte des classes ou de Pierre Bourdieu pour lire *Frustration*), il faut prendre un peu de temps. Quand on répond à une question aussi piègeuse que « Qui est l'élite au pouvoir ? » ou « Qui contrôle notre alimentation ? », ça ne peut pas être un contenu lisible ou visible en trois minutes. Ça nécessite donc des articles assez étoffés, et pour cela la lecture sur écran n'est pas très appropriée. On en fait régulièrement l'expérience quand on publie sur notre site Web les articles des anciens numéros : beaucoup de lecteurs nous disent alors « pour Internet c'est vraiment trop long » — effectivement : ça n'a pas été conçu pour. Il y a aussi le plaisir et l'intérêt de faire un objet : quelque chose qu'on lit dans les transports (le format de *Frustration* a vraiment été conçu pour ça : allez lire *Le Monde diplomatique* dans une rame bondée de tramway ou de RER !), et qui est beau. C'est ce que nous permet le papier, et qui a toujours eu de l'importance pour nous, c'est de faire de la critique sociale esthétique, agréable à lire, belle à regarder. Se battre pour l'égalité, c'est très sexy. C'est important de le matérialiser. Pour finir, faire du papier nous permet de travailler avec une imprimerie coopérative, des dizaines de librairies et des milliers de kiosquiers. C'est chouette de travailler avec ces différents métiers et de contribuer à la vie de ce secteur.

Vous avez un jour écrit que « le contraire de la démocratie, ce n'est pas une dictature militaire. Le contraire de la démocratie, c'est quand ce n'est pas le peuple (le plus grand nombre de la population) qui exerce le pouvoir ». Une idée de plus en plus admise par la population. Pourquoi n'est-elle pas encore devenue « une force matérielle », pour citer Marx ?

On est en effet, selon nous, de plus en plus dans ce « contraire de la démocratie » – mais les raisons pour lesquelles cela ne débouche pas sur une révolution, pas besoin d'être fin analyste pour les comprendre. Chacun de nous, aussi énervé et frustré soit-il, en fait l'expérience quotidienne. On sait tous en notre for intérieur pourquoi nous ne sommes pas tous dans la rue en ce moment même. Quand ça va mal, quand il faut galérer pour s'installer quelque part et vivre convenablement, on n'est pas poussé vers le collectif. Mais, surtout, les relais de contestation manquent. Un mouvement social ne dépend qu'en partie d'initiatives individuelles : il a besoin d'être structuré par des organisations. Or, ce n'est pas la joie de ce côté-là. Les deux tiers des syndicats sont devenus des appareils technocratiques qui pensent avant tout à sauver les meubles dans les entreprises ou les administrations où ils sont implantés. Et la CGT et Solidaires n'ont pas à eux seuls le poids pour entrer une grande contestation. Malheureusement, cela reste les syndicats qui fixent les journées de manifs, de grèves, qui donnent le top départ à

une contestation ! Et quand nous voulons nous battre, nous sommes tous là à miser sur telle attitude de telle confédération, et quand ça ne fonctionne pas, on dit « C'est à cause des syndicats, ils ont coulé le mouvement ». C'est devenu une attitude très rationnelle de ne pas aller perdre une journée de salaire pour un mouvement qui ne marchera pas. C'est triste, mais c'est ainsi. Il faut donc faire autrement.



Philippe Martinez (CGT) et Jean-Claude Mailly (FO), manifestation contre la loi Travail, 28 juin 2016, Paris (AFP)

On voit bien que la France insoumise essaie. Mais elle ne dispose pas encore du degré d'organisation qui fait qu'elle est capable, comme reste capable un syndicat comme la CGT, de faire descendre des dizaines de milliers de gens dans la rue le même jour. On n'y est pas encore. Face à ça, on observe plusieurs attitudes : il y a celles et ceux qui se disent « Il faut conscientiser les gens, en multipliant les vidéos, les analyses, etc., et ils descendront dans la rue ». Et celles et ceux qui sont dans la stratégie du pire « À force que ça soit la merde, les gens n'en pourront plus et ils feront la révolution ». La deuxième option est assez risquée : plus on précarise les gens, moins ils se mobilisent. Un intérimaire est bien plus dans la galère et en veut sans doute encore plus à la société qu'un salarié en CDI, mais il peut beaucoup moins facilement se mobiliser. Et pour la première attitude, eh bien, dans un sens, nous nous y inscrivons. Pas pour dévoiler aux gens une vérité qu'ils ignoreraient, mais pour contribuer à donner confiance en eux-mêmes et défiance envers celles et ceux qui nous dirigent. « La défiance monte », déplore la presse bourgeoise. Par notre part, nous voulons y contribuer, et à la prise de confiance des classes populaires et moyennes en elles-mêmes et en leur capacité à gouverner sans l'aide d'une armée d'énarques, qu'ils soient de droite ou « de gauche ». Mais ce n'est pas ça qui mettra les gens dans la rue, c'est le travail d'organisation syndicale et politique. Écrire et convaincre peut aider, mais ne fait pas tout.

Vous insistez sur votre désir d'être « accessible à tous », au « grand public »,



et ne reculez pas, parfois, devant un langage familier. Le camp anticapitaliste compte-t-il trop de théoriciens et de purs cerveaux, le doigt sur la couture ?

« À force de jouer sur le folklore, le camp anticapitaliste s'est mis à ressembler davantage à un grand groupe de potes qu'à une force susceptible de rallier les salarié.e.s, les précaires, les groupes dominés. »

Depuis notre création, les choses ont beaucoup évolué dans le camp anticapitaliste, mais à l'époque (en 2013), nous voyions deux grands défauts à ce camp, qui contribuaient à le couper du plus grand nombre et à en faire le lieu d'un véritable entre-soi. D'abord, la gauche radicale était saturée de codes culturels et d'un folklore dans lequel ses membres se complaisaient trop souvent : les nombreux symboles hérités du siècle passé sont devenus de moins en moins des signes de ralliement à une classe sociale ou une population, et de plus en plus le monopole exclusif d'une sorte de « sous-culture » où l'on chante *l'Internationale* ou *La jeune garde* pour témoigner de son appartenance, plus que pour mobiliser les foules. À force de jouer sur le folklore, le camp anticapitaliste s'est mis à ressembler davantage à un grand groupe de potes qu'à une force politique et intellectuelle susceptible de rallier les salarié.e.s, les précaires, les groupes dominés. Or, on peut ressentir une profonde révolte envers le système capitaliste et les logiques hétérosexistes sans porter une casquette et être bardé de Pin's à messages. À l'inverse de ce qui nous paraissait une dérive, nous avons conçu *Frustration* et sa maquette comme un objet que tout le monde peut s'approprier, parce qu'il ne requiert pas la maîtrise de codes et l'identification à des symboles. Ce qui compte pour lire *Frustration*, c'est d'être dégoûté par des injustices vécues et partagées, et vouloir que ça change. C'est tout. Aimer le rouge, connaître la vie de Trotsky ou l'histoire de la Révolution française n'est pas un prérequis. Ce n'est pas pour autant que l'objet *Frustration* est neutre esthétiquement et culturellement, mais il vise à faire ressentir des émotions politiques et esthétiques qui ne correspondent pas à une identité culturelle précise.

La folklorisation du camp anticapitaliste s'est aussi accompagnée d'une intellectualisation à outrance, c'est vrai, qui découle certainement du fait que la sociologie de ses sympathisants s'est élitisée. Si nous ne trouvons pas notre compte dans les revues et magazines existants, c'est qu'ils se contentaient souvent, de façon très universitaire et avec un biais scolaire évident, de faire le commentaire de théories existantes et de les confronter entre elles : « Êtes-vous plutôt Lénine ou Trotsky ? », « Est-ce gramscien ou pasolinien ? », « N'est-il pas temps de relire Proudhon ? ». Là

encore, ce sont d'importants prérequis qui sont demandés, avec une importante violence symbolique à la clef. Il faut avoir le goût et la disposition d'esprit d'aimer le traitement d'idées abstraites et la discussion théorique. C'est un problème si on veut toucher l'ensemble de la population et former un camp majoritaire contre les classes dominantes. Car cela ne sert à rien de résoudre des débats en vigueur depuis le XIX^e siècle si on ne diffuse qu'à une minorité les idées de base, déjà suffisamment utiles pour passer à l'action, de conflictualité de classes, de capitalisme, d'inégalité sociale, de domination masculine. Les choses se sont arrangées avec la vague de révélation « Balance ton porc », mais il faut par exemple se souvenir de la technicité qu'ont longtemps eue les *gender studies*... alors que la critique du sexisme et de l'homophobie doit être diffusée d'urgence !



Harvey Weinstein, 2014, Hollywood (Lucas Jackson / REUTERS)

On ne nie pas l'intérêt des débats de haute volée sur des auteurs et des courants de pensée, mais ce n'est pas cela que l'on veut faire : on veut diffuser des idées, des schémas d'analyse et de compréhension de la société qui peuvent servir directement aux gens, même s'ils n'ont pas le temps ou l'envie de se plonger dans des débats ardues et abstraits. Ça nécessite d'aller droit au but, de ne pas se perdre en notes de bas de page et en multiples précautions méthodologiques visant à ne froisser personne. Il y a une règle que nous nous sommes imposée et qui matérialise bien cette volonté : nous nous autorisons les notes de bas de page, mais uniquement pour donner des sources ou rajouter des éléments supplémentaires. Les notes de références de type « comme le montre Bourdieu dans *La Misère du Monde*, chapitre tant » ne sont pas autorisées. D'abord parce que nous ne reconnaissons pas de droit de propriété sur les idées, mais aussi parce que cela constitue un argument d'autorité ainsi qu'un signe de reconnaissance pour les sachants qui vont se sentir flattés de connaître cette référence, alors qu'elle va parasiter la lecture de ceux qui n'en savent rien (et qui s'en foutent). Et



le plus souvent, un tel argument n'apporte rien à la démonstration, si ce n'est l'aval d'une figure d'autorité. Or l'un de nos principes est « Ni Dieu ni maître à penser ». Plus concrètement, nous voulons rallier les colères, la frustration individuelle, pour participer à leur transformation en frustration collective politiquement fertile. Dans le quotidien des gens, elles ne s'expriment pas sous la forme d'une interrogation théorique ou d'une référence à un auteur ou à un courant de pensée, mais plutôt sur le mode « salaud de patron », « politiciens de merde » ou « J'en peux plus de ces gros lourds ». Ce sont ces colères-là qu'on veut rallier, pas les personnes déjà informées qui veulent approfondir théoriquement les choses et qui ont tout un tas d'autres publications pour les y aider. Sinon, on se serait appelés *Réflexion sur la critique sociale*, et pas *Frustration*.

L'un de vos contributeurs de premier plan travaille en parallèle pour la France insoumise : est-ce une orientation parmi tant d'autres au sein de votre rédaction, ou peut-on imaginer une certaine affinité idéologique entre *Frustration* et les idées et stratégies portées par ce mouvement ?

« Nous voulons rallier les colères, la frustration individuelle pour participer à leur transformation en frustration collective politiquement fertile. Dans le quotidien des gens, elles ne s'expriment pas sous la forme d'une interrogation théorique. »

Un peu des deux. Pour replacer les choses dans leur contexte précis, parmi l'équipe à l'origine de *Frustration*, deux étaient des déçus du militantisme qui avaient fait l'expérience des débats qu'ils avaient jugé stériles dans des formations de gauche radicale. Deux autres n'avaient jamais milité, mais ressentaient un besoin d'explication politique aux injustices qu'ils vivaient et remarquaient. *Frustration* a donc été un mélange de tout ça, et l'est encore : il fallait, et il faut, parler à ceux qui ne se reconnaissent pas dans « l'échiquier politique » ou dans les formes militantes, et il faut aussi parler aux jeunes qui, comme nous, font la première expérience de la fracture qui existe entre les grands discours sur l'égalité et la réalité faite des privilèges de quelques-uns, rentiers qui croient « prendre tous les risques ». Sur les constats comme sur un certain nombre de solutions que nous avons déjà proposées dans nos articles (les unes comme les autres étant le fruit de discussions au sein de la rédaction), nous retrouvons en effet des affinités avec le programme porté par la France insoumise. Prenons l'exemple de l'agriculture : dans un numéro qui doit dater du printemps 2016, nous avons dressé un état des lieux de la question en décrivant la catastrophe sociale, sanitaire, environnementale et territoriale d'une agriculture capitaliste sous le contrôle



de grands groupes et sous une perfusion publique contrôlée par et dirigée vers les gagnants. Quand on parle des solutions qui peuvent être apportées, on s'appuie sur l'existant — sur [Terre de liens](#), qui cherche à mieux partager le foncier agricole, et sur la Confédération paysanne — puis on dresse des perspectives : protectionnisme social et écologique, changer les modes de consommation (dans les collectivités et par l'éducation), favoriser le passage à une agriculture durable (bio, polyculture), garantir les prix ou les revenus, redistribuer le foncier, développer le contrôle et la participation démocratiques, etc. Tout ce qui constitue un modèle d'agriculture paysanne qui pourrait créer des centaines de milliers d'emplois dans un secteur agroalimentaire relocalisé.

La France insoumise a les mêmes axes de travail mais elle n'en a pas l'apanage (on pourrait citer le NPA), et les personnes qui ont écrit les livrets de son programme, « L'Avenir en commun », ne sont autres que des chercheurs et des militants qui se sont retrouvés dans ce mouvement. C'est pourquoi de nombreuses associations¹ avaient signalé la qualité de ce programme. Nous nous trouvons aussi des points de convergence avec la stratégie affichée par la France insoumise consistant à se défaire (ça prend du temps) des oripeaux de la culture « de gauche » pour parler au plus grand nombre. Ceci dit, le fait de se retrouver avec un mouvement politique sur une ligne ne vaut pas soutien, et encore moins blanc-seing : notre indépendance est farouche, et notre objectif de remettre dans le débat public de la conflictualité de classes ne correspond pas à l'agenda politique d'un parti. Maintenant, l'un des contributeurs historiques est devenu salarié de la France insoumise comme conseiller du groupe parlementaire après avoir, comme d'autres contributeurs, trouvé dans l'aspect « mouvement » sans engagement et sans codification une forme militante lui convenant. Il n'y a rien d'incohérent à cela. Mais nous prenons soin de signaler les liens individuels des contributeurs avec un mouvement politique. Et, surtout, la sociologie de l'équipe ne se réduira jamais au militantisme : il y a, parmi les toujours plus nombreux contributeurs, des étudiants, des fonctionnaires, des travailleurs précaires, des chercheurs, des « professionnels » qu'on a poussés à développer le témoignage qu'ils voulaient apporter sous la forme d'enquêtes, dans la mission que nous nous sommes assignée de (se) former au journalisme — et donc à la citoyenneté.



Les députés de la France insoumise (AFP)

Dans votre numéro 11, vous attaquez Macron de plein fouet et raillez, dans son sillage, les « fils et filles à papa », les « héritiers », les « bandes d'enfoirés » du management et les « nuisibles ». La « macronie » (vous aviez évoqué un « putsch légal ») est-elle l'adversaire ou l'ennemi principal pour qui aspire à une alternative émancipatrice ?

Le capitalisme mondialisé est un système intrinsèquement douloureux, frustrant et insupportable pour une grande partie de la population, en France comme ailleurs dans le monde. Mais chez nous, des générations de résistants et de militants ont réussi à créer des systèmes comme la Sécurité sociale et le Code du travail, qui limitent son emprise sur nos vies. La classe dirigeante est détachée par l'élite capitaliste pour faire le sale boulot de nous priver de ces conquêtes, tout en faisant en sorte que la conflictualité sociale que cela génère ne fasse pas vaciller l'ordre dont elle bénéficie. « *Défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance* », comme disait le PDG Denis Kessler en 2007, n'est pas une mince affaire et nécessite des courants et des figures politiques en perpétuel renouvellement pour parvenir à faire croire, ne serait-ce que pendant les quelques mois de campagne présidentielle, que ce n'est pas la même chose qui se déroule sous nos yeux depuis des décennies. En 2007, le champion était Nicolas Sarkozy. Son monde politique et intellectuel, la « sarkozie », était composé de fils et filles à papa à pull sur les épaules et col relevé, plus « tradis » que les rebuts d'école de commerce qui composent les admirateurs de Macron, mais issus du même milieu social, la classe supérieure qui croque la vie capitaliste à pleines dents et adhère à tout un tas d'histoires à dormir debout sur son droit à dominer le reste de l'univers. Entre les deux, nous avons eu droit à l'intermède « socialiste », soutenu par des naïfs eurobéats persuadés qu'être « de gauche » nécessitait simplement de répéter le mot le plus souvent possible.



« L'ennemi du moment est donc Macron, incarnation particulièrement détestable du Français content de lui portant un mépris de classe assorti à ses costumes. Il a causé en un temps record un nombre incalculable de dégâts à notre modèle social. »

Macron est une synthèse des deux équipes qui l'ont précédé. Il n'est pas plus détestable que Sarkozy, ni plus menteur que Hollande. Il est l'atout du moment pour nous arracher ces insupportables conquêtes sociales. Non pas que les autres aient échoué : Sarkozy est parvenu à limiter le droit de grève (le service minimum qu'il a instauré dans les transports rend impossible tout scénario de paralysie du pays comme en 1995 — une défaite sociale dont notre classe dirigeante se souvient) et a transféré 7 milliards d'exonérations d'impôts aux riches dès son arrivée. Hollande et l'affreux Valls ont dérégulé le droit du travail sans trop de dégâts. Mais ils se sont usés vite, et il fallait les changer. L'ennemi du moment est donc Macron, incarnation particulièrement détestable du Français content de lui portant un mépris de classe assorti à ses costumes. Il a causé en un temps record un nombre incalculable de dégâts à notre modèle social, sans même avoir fait vraiment semblant de le faire pour notre bien. La « macronie » est le bras armé de la bourgeoisie française des années 2020. Mais une fois que Macron sera devenu un président médiocre et majoritairement détesté, comme ont fini ses prédécesseurs, un autre atout entrera en scène, avec son *storytelling* sur une énième rupture et un prétendu « profil atypique » : il faudra le combattre tout autant.

Vous vous étiez emportés contre les leçons de morale « du monde de la culture » contre le FN. Comment produire une critique, à vos yeux audible et pertinente, de ce dernier ?

Ce qui nous agace avec les grandes déclarations anti-FN, c'est qu'elles ressemblent de plus en plus à des postures à la mode, surtout quand elles viennent du « monde de la culture ». Ce sont des postures car elles ne pensent généralement pas à leurs effets : leurs auteurs semblent par exemple ignorer qu'il existe une certaine façon de taper sur le FN qui le renforce, car il se nourrit des caricatures qu'on fait de lui pour se donner une dimension « antisystème » et « seul contre tous » qui parle à des gens qui se sentent perpétuellement à l'écart de la marche du monde. Des acteurs payés des centaines de milliers d'euros, voyageant dans le monde et vivant à Paris ou dans une grande capitale, pense-t-on vraiment que l'expression de leur point de vue va faire « basculer » un électeur ou une électrice FN vivant en périphérie, payé au SMIC ou chômeur, assigné à résidence par le coût de la vie ? Bien sûr que non. L'antifascisme bourgeois est avant

tout un mode de reconnaissance mutuelle, un non-engagement narcissique qui permet de se dire qu'on reste du bon côté, malgré ses privilèges, et de se congratuler collectivement d'être des gens biens et profonds. Le sublime engagement de tout ce petit monde qui s'est rangé sans réserve du côté d'Emmanuel Macron aux dernières présidentielles, « pour faire barrage aux idées fascistes », voit son hypocrisie dévoilée en ce moment : pourquoi tous ces amoureux des libertés publiques et de l'État de droit acceptent-ils que les migrants soient traités ainsi, à Calais comme ailleurs ? Comment peuvent-ils tolérer les postures martiales du président de la République, la façon dont il verrouille sa communication, et son autoritarisme teinté d'un virilisme bien rance ? Eh bien, ils s'en foutent, dans le fond, des libertés publiques et de la démocratie. Tout comme ils se foutent de l'état du monde — et ceux qui ont tapé sur Mélenchon, n'ayant pas de mots assez durs contre ce soi-disant « ami de Poutine et de Bachar el-Assad », ont applaudi le rapprochement entre Macron et le président russe et se désintéressent complètement de l'amitié persistante entre la France et toutes les dictatures du monde.



Marine Le Pen à un marché de Noël, Paris (Sipa)

Pour produire une critique audible et pertinente du FN, il faut commencer par se départir de tous les réflexes hypocrites et inefficaces que la bourgeoisie culturelle a pu nous insuffler. Ce n'est pas en répétant « Le FN, c'est la haine » ou en brochant des comparaisons historiques douteuses, qu'on réduira l'attrait qu'il a sur une partie de la population. C'est en analysant celui-ci et en le détournant vers des causes qui en valent la peine. Les fascismes se nourrissent de la frustration et de la souffrance bien réelle des classes moyennes et populaires, et les retournent contre des catégories criminalisées : les allocataires des *minima* sociaux, les non-Blancs, les migrants, les femmes, les homosexuels. Car tout en prétendant reprendre à son compte la disparition de l'idéal communiste, le Front national a toujours évité de tenir le moindre discours sur la question sociale, si ce n'est quelques tirades qui ne mangent pas de pain sur la « finance



mondialisée ». Il n'a rien à dire sur les ordonnances Travail, rien à dire sur la baisse des APL ; il est en fait inaudible sur toutes les questions matérielles et de redistribution des richesses ; il prospère dès que les obsessions médiatiques du moment tournent autour de « l'identité nationale » ou de « Quelle laïcité voulons-nous ? ». Sortir de ces débats moisissés est une première chose à faire : à *Frustration*, nous n'avons jamais ergoté sur « l'esprit Charlie » ou « Qu'est-ce que la Nation ? ». Ensuite, il faut ramener la frustration et la souffrance sociale à ses vraies causes. Là où l'antifascisme bourgeois répond aux électrices et électeurs FN « Renoncez à ces idées fausses, défendez le "vivre-ensemble" et la "démocratie libérale" », nous disons « Renoncez à ces idées fausses, défendez-vous contre les riches ».

La grande partie de vos parutions traitent de la société française. Serait-ce un choix éditorial visant à « ancrer » la politique dans des questions nationales — voire européennes — au motif que le lecteur serait impuissant quant au reste du monde ?

« Ce n'est pas en répétant "Le FN, c'est la haine" ou en brochant des comparaisons historiques douteuses qu'on réduira l'attrait qu'il a sur une partie de la population. »

Si nos articles sont ancrés dans des questions nationales, c'est par souci qu'ils soient ancrés dans le quotidien des lecteurs. Pour rallier leurs colères, il faut les toucher, et pour les toucher, il faut parler ce qui leur est (et ce qui nous est) proche : un portrait de la ministre du Travail qui a été sur tous les écrans, expliquer ce que deviennent nos primes d'assurance, relater les rapports de classe dans un film qu'ils ont pu voir ou un livre à succès, réfléchir aux mythes historiques. Quand on fait un article sur la SNCF, il va pointer, derrière les problèmes subis par les usagers, le tout-TGV (de luxe), le désengagement du réseau dit secondaire, l'ouverture prochaine à la concurrence, et diriger le ressentiment partagé vers les responsables politiques comptables d'une situation dégradée qui éloigne chaque jour un peu plus le train de ses missions de service public et d'égalité territoriale, au profit de l'exploitation privée et du mouvement de métropolisation. Mais nous n'avons ni les compétences, ni les moyens, pour aller enquêter sur les effets de la privatisation au Royaume-Uni, alors que certains excellent dans ce domaine.

C'est vrai que ça fait très classe d'avoir des « correspondants à l'étranger », mais cela pose aussi des problèmes de vérifiabilité et de possibilité de discussion démocratique du contenu : la principale dérive de l'article « international », c'est que celui ou celle qui a «

vu ce qui se passe là-bas » en fasse un argument d'autorité. La caricature de cette dérive, ce sont les journalistes aux indignations puériles, comme un [Hugo Clément](#) qui vient faire la leçon aux gens parce qu'il a vu la guerre de près et qu'il sait de quoi il parle, lui. Mais, plus généralement, combien de fois a-t-on lu des conclusions définitives au sujet du succès (ou de l'échec) de Podemos en Espagne, du civisme des citoyens scandinaves ou, encore plus ennuyeux, de la réalité du processus révolutionnaire au Venezuela ? Avec toutes les simplifications que cela induit, souvenons-nous des multiples reportages bien réducteurs sur les phénomènes révolutionnaires du « Printemps arabe » ou l'[Euromaïdan](#). Les médias qui défendent l'ordre établi usent également en permanence de la comparaison internationale comme argument d'autorité. Combien de séquences de JT consacrées à « la réussite de l'économie allemande » ou à la baisse du taux de chômage aux États-Unis ? Si l'on veut, comme nous, éviter tout argument d'autorité, et écrire sur des thèmes qui n'exercent pas de violence symbolique sur le lecteur (et sur le reste de la rédaction, qui mène une délibération sur le contenu des articles) pour qu'il puisse s'approprier le contenu et fonder en raison ses perceptions et frustrations, s'aventurer loin du territoire national est compliqué.



Nicolas Maduro dans l'État de Carabobo, 5 septembre 2014 (DR)

Votre 13^e numéro paraît aujourd'hui. Votre revue compte-t-elle s'en prendre aux « élites » et à « leurs médias » et « leurs sondeurs » pour de longues années encore ?

D'abord, notre principal objet d'étude, « la classe dirigeante et ses coups tordus », reste en bonne forme, et la hausse perpétuelle des inégalités montre que la critique sociale a de beaux jours devant elle. Mais, puisque nous défendons l'égalité sous toutes ses formes et dans tous les domaines, nous investissons aussi et de plus en plus des



questions qui ne sont pas uniquement définies et causées par l'antagonisme entre le capital et le travail. Le dossier principal de notre numéro 13 contiendra des articles sur la domination masculine, l'homophobie et l'actualité du combat féministe. C'était un défi pour nous d'investir ces sujets qui nous tiennent à cœur, et où un pôle conservateur reste fort et impérativement à combattre. Ensuite, nous avons des abonné.e.s fidèles et engagés sur la durée. Le plus récent abonnement se terminera en février 2019. Si, à ce moment-là, la grande bourgeoisie continue de mener victorieusement sa lutte des classes et que le reste du monde perd du terrain, ça voudra dire que nos nerfs seront toujours à vif, que notre volonté de revanche sera toujours aussi farouche, notre mépris de classe à l'égard des puissants continuant d'imbiber nos colonnes.

ENGRENAGES — « *dispositif de transmission d'un mouvement généralement circulaire formé par plusieurs pièces qui s'engrènent* », en mécanique. Cette rubrique donnera, au fil des mois, la parole à ceux que l'usage nomme, dans le camp de l'émancipation, l'édition et les médias « indépendants » ou « alternatifs » : autant de sites, de revues et de maisons d'édition qui nourrissent la pensée-pratique. Si leurs divergences sont à l'évidence nombreuses, reste un même désir d'endiguer les fameuses « *eaux glacées du calcul égoïste* » : partons de là.

REBONDS

- ≡ Lire notre entretien avec Le Vent se lève : « [« Rester connecté au sens commun »](#) », novembre 2017
- ≡ Lire notre entretien avec Hors-Série : « [« Il y a une vraie demande de longs formats »](#) », novembre 2017
- ≡ Lire notre entretien avec Danièle Obono : « [« Il faut toujours être dans le mouvement de masse »](#) », juillet 2017
- ≡ Lire notre article « [« Refuser le clivage gauche-droite ? »](#) », Alexis Gales, décembre 2016
- ≡ Lire notre entretien avec Razmig Keucheyan : « [« C'est à partir du sens commun qu'on fait de la politique »](#) », février 2016
- ≡ Lire notre entretien avec Emmanuel Daniel : « [« L'émancipation ne doit pas être réservée à ceux qui lisent »](#) », janvier 2016
- ≡ Lire notre article « [« Mélenchon, de la Gauche au Peuple »](#) », Alexis Gales, mars 2015

1. Amnesty International, Action contre la faim, Action santé mondiale, Oxfam, le Secours populaire, Greenpeace, One, Care, le Barreau de Paris.[↵]